

# Diamants, pétrole et médias américains

## Filtrer la logique du pillage dans la guerre civile en Angola

CHRISTOPHER R. COOK, PhD\*

**A** l'exception de brèves interruptions, la guerre civile sévit en Angola de 1975, l'année de l'indépendance, à 2002. La guerre détruit l'économie et l'infrastructure du pays et coûta la vie à près d'un demi-million de civils. Le conflit opposa, d'une part, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), le gouvernement officiel du pays, soutenu par l'Union soviétique et Cuba et, d'autre part, Jonas Savimbi et son Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), soutenus par les États-Unis et l'Afrique du Sud. Des troupes et des mercenaires arrivèrent du Zaïre, de Cuba et de l'Afrique du Sud, ainsi que des milliards d'aide et de matériel des États-Unis et de l'Union soviétique. Lorsque la Guerre froide et l'aide étrangère prirent fin, le conflit perdit de son intensité et se transforma en « guerre de ressources », financée par les ventes illégales de pétrole et de diamants, jusqu'à la mort de Savimbi et la désagrégation de l'UNITA en 2002.

Du point de vue du XXI<sup>e</sup> siècle, il serait aisé d'affirmer que l'Angola fut le stéréotype d'un conflit tiers-mondiste de la Guerre froide. Cependant, cette dichotomie entre bons et méchants serait une simplification excessive. Le MPLA et l'UNITA sont devenus ce que la Guerre froide a exigé d'eux. Les membres du MPLA n'étaient pas aussi bons communistes qu'ils le prétendaient car ils étaient en quête de capital international à piller. Dans les années 1980, ils ont effectué des voyages payés pour convaincre les entreprises occidentales de l'importance du profit qui les attendait. La multinationale américaine Chevron forait et pompait le pétrole pour Luanda, la capitale de l'Angola. Les revenus que le MPLA soutirait de ces rentes pétrolières étaient une source majeure de liquidités nécessaires pour l'acquisition d'équipement et de matériel militaire soviétiques afin de combattre (et finalement de vaincre) l'UNITA.

Contrairement à la presse élogieuse dont elle bénéficiait aux États-Unis, l'UNITA n'a jamais été intéressée par la démocratie de type occidental. Hormis son objectif d'être président, Jonas Savimbi semblait être dépourvu de toute idéologie. Il

---

\* L'auteur est professeur adjoint en sciences politiques à l'*University of Pittsburgh-Johnstown* en Pennsylvanie

fut maoïste, puis allié de l’Afrique du Sud, tout en affirmant représenter la population congolaise contre le MPLA. Inévitablement, du à l’importance financière des installations pétrolières, elles ont été attaquées par les rebelles avec un scénario paradoxal où les soldats cubains protégeaient une société pétrolière américaine des rebelles soutenus par les Américains.

Compte tenu de ces incohérences flagrantes, l’Angola représente une fascinante étude de cas sur la couverture médiatique d’un conflit. Cet article examine la guerre civile angolaise à travers les pages du *New York Times* et du *Washington Post*, les tenants du débat sur la politique étrangère américaine. Ces journaux, suivent-ils le discours de la Maison Blanche sur le conflit conformément à ce que les théories des médias appellent « l’indexation ? » (la théorie selon laquelle les médias indexent leur couverture afin de refléter les points de vue des représentants du gouvernement). Pour répondre à cette question, l’article examine deux périodes : 1985-1989 et 1998-2002. Ces deux phases nous permettent la comparaison et le contraste de l’administration Ronald Reagan et celles de Bill Clinton et George W. Bush pendant les années de la Guerre froide, afin de déterminer si la Maison Blanche a eu un impact sur la couverture de l’Angola et sur les discours prédominants de la presse.

## Contexte de la guerre angolaise

Cette section offre les informations de base nécessaires pour permettre de situer dans son contexte historique la couverture du conflit par les médias américains<sup>1</sup>. Le Portugal fut le dernier pays européen à décoloniser le continent. Les groupes rebelles angolais avaient mené une brutale guerre pour l’indépendance depuis 1961. Contrairement à d’autres colonies africaines, les trois principaux groupes rebelles étaient incapables de s’entendre.

L’année 1975 a connu trois acteurs dans ce conflit. Tout d’abord, le Front national de libération de l’Angola (FNLA), dirigé par Holden Roberto, perçu initialement comme un groupe ethnique. Il devient par la suite un mouvement nationaliste-conservateur, non-ethnique, devenant ainsi le groupe favori des États-Unis. Le deuxième groupe, le mouvement populaire de libération de l’Angola (MPLA), créé en 1956, entretenait des liens étroits avec la gauche européenne et devint le bénéficiaire d’une aide extérieure cubaine et soviétique. Le MPLA fut marqué par la présidence du charismatique Jose Eduardo Dos Santos, décrit comme l’arbitre tactique de la rente pétrolière, et par son entourage. Le parti a renoncé à toute prétention marxiste en 1990. La meilleure description de l’Angola sous le MPLA est celle d’un « pétro-régime<sup>2</sup> ». Les forces du troisième groupe, l’UNITA de Savimbi, étaient basées dans les régions montagneuses centrales, alors que le MPLA se trouvait sur la côte. Comme dans le cas du MPLA, l’idéologie de l’UNITA était difficile à comprendre. L’organisation était un groupe dissident maoïste du FNLA lorsqu’il était financé par la Chine, mais sa rhétorique a dérivé vers la démocratie et le libre marché lorsque le groupe a obtenu le soutien des États-Unis et de l’Afrique du Sud. Savimbi a démontré son

désir d'être président de l'Angola ; il était idéologiquement flexible pour assouvir son ambition.

Les États-Unis se sont trouvés dans une impasse unique de la Guerre froide. En bref, le contrôle portugais a empêché l'Amérique à trouver un groupe nationaliste acceptable pour remplacer le Portugal. Washington ne pouvait pas défier ouvertement le régime d'Estado Novo du au fait de l'importance des bases aériennes américaines dans les Açores. La politique américaine joua finalement sur deux tableaux à la fois. À partir des années 1960, les États-Unis aidèrent Roberto Holden du FLNA à se libérer de la colonisation portugaise en lui procurant de l'argent en espèces et des armes par l'intermédiaire d'alliés africains, tel que le Congo de Mobutu Sese Seko, alors que les Portugais se battaient eux aussi avec des armes américaines.

En 1974, la guerre d'indépendance de l'Angola était dans une impasse ; le Portugal avait pris le dessus ; et le changement ne se jouait plus sur les champs de bataille mais à Lisbonne même. En avril 1974, un groupe d'officiers de gauche congédia le premier ministre portugais Marcello Caetano (successeur d'António de Oliveira Salazar) par un coup d'état. Le nouveau gouvernement a non seulement entrepris d'instaurer la démocratie au Portugal, mais à octroyer l'indépendance aux colonies. Toutefois, la voie vers l'indépendance angolaise a été marquée par l'impuissance des trois principaux groupes rebelles à s'entendre sur un éventuel partage du pouvoir, tout cela au nom du peuple.

En étroite collaboration avec le Portugal, le MPLA, l'UNITA et le FLNA ont forgé, en janvier 1975, l'accord d'Alvor. Ce traité prévoyait un gouvernement de transition multipartite pour un Angola indépendant, ainsi que la tenue d'élections. Dès la signature de l'accord, les groupes se dressèrent les uns contre les autres. Le MPLA parvint à prendre Luanda et déclara unilatéralement la République Populaire de l'Angola en novembre. Le MPLA renforça sa position dans la majeure partie du pays avec l'aide et les troupes cubaines. L'UNITA se replia dans ses bases du sud et, en plus de l'aide chinoise, parvint à obtenir le soutien de l'Afrique du Sud. Les Sud-africains voulaient écarter le MPLA dans la mesure où celui-ci soutenait l'Organisation du peuple du Sud-Ouest Africain (SWAPO), guérillas de gauche luttant pour l'indépendance de l'Afrique du Sud-Ouest (l'actuelle Namibie). Le FNLA fit exception. Il fut défait par une force conjointe Cuba-MPLA et cessa d'être un acteur sur la scène angolaise.

Avec le FNLA hors de combat, l'administration du président Gerald Ford transféra son aide à UNITA. Le secrétaire d'État, Henry Kissinger, a estimé que l'Angola était trop important pour le perdre mais, après le Vietnam, le Congrès et l'opinion publique étaient profondément méfiants à l'égard de l'interventionnisme américain dans le tiers monde. Les tentatives de Ford visant à accroître l'aide à l'UNITA ont été bloquées par l'adoption en 1976 de l'Amendement Clark qui interdisait toute aide financière aux groupes angolais. Les politiques de Ford furent poursuivies par l'administration Carter, qui refusa également de reconnaître la légitimité

du gouvernement du MPLA à Luanda, et ferma les yeux lorsque l'Afrique du Sud accrut l'aide militaire, parfois avec de l'équipement militaire américain, à l'UNITA.

## Revue de la littérature des effets des médias

Le pouvoir des médias pour influencer la politique étrangère a fait l'objet d'un débat continu<sup>3</sup>. Afin d'interroger la manière dont les médias américains ont couvert la guerre en Angola, nous devons analyser la littérature existante sur l'indexation et les effets des médias. Robert Entman note que le débat, dans l'étude des médias, ne tient pas à l'« effet CNN » mais à deux écoles de pensée concurrentes<sup>4</sup>. La première est ce qu'il appelle l'école hégémonique, mieux articulée par Edward Herman et Noam Chomsky dans leur livre *Manufacturing Consent*, où ils affirment que les médias américains sont au service de puissants groupes d'intérêt économiques et politiques. Les grandes sociétés médiatiques mettent rarement en question la politique, filtrant activement en réalité les histoires qui font les nouvelles. Les auteurs soutiennent que le contrôle des médias par les élites influe sur ce que pense le public sur les problèmes en cours et contribue ainsi à fabriquer le consentement pour employer une phrase de Walter Lippmann<sup>5</sup>.

La deuxième école de pensée, l'indexation, est mieux articulée par W. Lance Bennett dans son article séminal sur les relations entre le gouvernement et la presse : « Les professionnels de l'information des médias de masse, de la salle de réunion au reporter, ont tendance à *indexer* le spectre des voix et des points de vue, aussi bien dans les actualités que dans les éditoriaux, en fonction des visions exprimées dans les débats généraux du gouvernement sur un sujet donné<sup>6</sup> ». Dans leur analyse exhaustive des médias et de l'établissement des programmes, Eric Herring et Piers Robinson affirment que la plupart des spécialistes de l'influence des médias croient à une forme d'indexation, même s'ils n'utilisent pas ce terme<sup>7</sup>.

Selon Entman, au cours de la majeure partie de la Guerre froide, les médias ont accepté pour argent comptant le point de vue des responsables américains, des deux partis politiques, en matière de politique étrangère : la menace du communisme international monolithique dirigé par Moscou. Ainsi, les médias sont devenus un partenaire accommodant dans la dissémination des politiques anti-communistes du gouvernement aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. À la fin de la Guerre froide, ce paradigme de la complaisance des médias s'est écroulé. Les médias sont désormais libres de présenter leurs propres contre-discours sur les événements. Pour Entman, cela a affaibli « l'habitude de déférence des journalistes » qui sont devenus critiques à l'égard des missions humanitaires du président Clinton<sup>8</sup>. Au lieu de communistes, le conflit pouvait être présenté comme la Maison Blanche contre le Congrès, ou Démocrates contre Républicains, afin d'assouvir l'interminable besoin de couverture de nouvelles 24/24<sup>9</sup>. Scott Althaus soutient que l'indexation officielle des positions du gouvernement devrait être l'exception et non la règle dans le paradigme de l'après-Guerre froide<sup>10</sup>.

Ceux qui craignent que l'indexation conduirait Washington à fabriquer le consentement, il faut se rappeler que le gouvernement des États-Unis ne parle pas d'une seule voix. Warren Strobel note que certains politiciens utilisent les médias pour promouvoir leur discours de prédilection au détriment des autres<sup>11</sup>. Lorsque les journalistes trouvent un vide en matière de politique ou de communication, ils sont libres de rendre compte du débat à Washington. La possibilité d'un contrôle par le gouvernement est en outre affaiblie par la quête d'une éthique journalistique et par le fait que les médias sont des organisations à but lucratif.

Les médias, cependant, essaient d'offrir des récits convaincants sur les événements<sup>12</sup>. Au lieu de simplement promouvoir la politique du gouvernement, les médias recherchent des histoires riches en personnages et en intrigue vendables. W. Lance Bennett note que « des récits de plus en plus sensationnalistes et une production dramatique concilient et reflètent en même temps les tensions entre les différentes normes et règles pratiques qui guident les journalistes<sup>13</sup> ».

S'appuyant sur la littérature existante, Entman note que les politiciens tentent toujours, de manière active, d'encadrer les sujets : « Encadrer consiste à sélectionner certains aspects d'une réalité perçue des événements et les rendre plus saillants de manière à promouvoir une définition d'un problème particulier, d'une interprétation causale, d'une évaluation morale et/ou d'une recommandation pour ce sujet<sup>14</sup> ». C'est de fait un jeu entre différents acteurs politiques et médiatiques à différents niveaux de points d'accès dans un système politique et une structure médiatique décentralisés. Le cadre narratif peut fonctionner « dans un continuum de la domination totale par le gouvernement... à une impasse totalement impartiale entre les cadres concurrents<sup>15</sup> ». Quels ont été les cadres narratifs pour l'Angola?

## Méthodologie

Cet article fait usage d'une recherche par mot-clé du *New York Times* et du *Washington Post* afin de tester le modèle de l'indexation de la couverture médiatiques américaine de la guerre civile angolaise et de ses principaux acteurs, le MPLA pro soviétique et l'UNITA de Jonas Savimbi. Ces deux journaux exercent une influence élitiste de la couverture de la politique étrangère des États-Unis. Ils ont le pouvoir d'orienter les médias nationaux dans la direction qu'ils choisissent de présenter les sujets<sup>16</sup>. L'étude examine les mots clés correspondants à deux périodes: 1) entre 1985 et 1989, les années qui correspondent à l'annonce de la doctrine Reagan et le retrait de l'Amendement Clark, et 2) de 1998 à 2002, les cinq dernières années de la guerre. La phase de collecte des données utilisait le logiciel *NVivo* pour l'analyse des contenus et le nombre de mots pour mesurer l'importance des mots clés dans chaque journal à travers le temps. Ces données ont une certaine utilité pour mesurer la couverture des affaires étrangères : les plus importants sont le mot, le concept, la personne ou l'endroit ; la fréquence et vice versa.

## Les années Reagan : 1985-1989

Les relations entre Washington et l'Afrique du Sud ont changé avec l'élection de Ronald Reagan, dont l'administration a intensifié sa campagne contre le MPLA, aussi bien d'une manière ouverte que secrète, et l'aide accordée à l'UNITA s'est vue croître<sup>17</sup>. Le discours de la Maison Blanche était clair : les États-Unis devaient financer l'UNITA afin de stopper la propagation du communisme en Afrique du Sud. Reagan a appelé Savimbi « Abraham Lincoln de l'Angola » et Jeanne Kirkpatrick, l'ambassadrice américaine aux Nations unies, le décrivait comme « l'un des rares héros authentiques de notre temps<sup>18</sup> ». Les objectifs de l'administration étaient d'écarter Cuba et d'entamer des négociations de paix afin d'intégrer l'UNITA au gouvernement dans une entente de partage du pouvoir. Un deuxième objectif consistait à résoudre la crise namibienne en des termes favorables à l'Afrique du Sud. Toutefois, l'aide militaire ouverte accordée à l'UNITA était encore bloquée par l'Amendement Clark.

Dans son discours sur l'état de l'Union de 1985, le Président Reagan a énoncé la « Doctrine Reagan » selon laquelle les États-Unis étaient disposés à aider, de manière publique et agressive, leurs alliés et amis à repousser l'agression soviétique. L'Administration ne se contentait plus d'un simple endiguement, mais voulait réduire les avancées communistes. Bien que la majorité des gens pense que cette politique s'appliquait à l'Amérique latine et à l'Afghanistan, en réalité l'un des plus importants bénéficiaires de la nouvelle politique fut l'UNITA. En juillet, l'Amendement Clark fut abrogé (en vertu du principe de l'aide humanitaire) et des dizaines de millions ont été envoyés à l'UNITA au cours des années suivantes. Durant cette année, le *New York Times* a mentionné l'Amendement Clark à 90 reprises et le *Post*, 95 fois. L'Administration Reagan choisit la prudence en défendant publiquement les négociations et la fin des hostilités tout en continuant d'accroître l'aide militaire clandestine.

Toutefois, cette aide américaine n'a pas nécessairement modifié l'équilibre des forces en Angola. Les Sud-africains et l'UNITA remportèrent une victoire à la Pyrrhus lors de la bataille de Cuito Cuanavale, fin 1987, une des plus grandes batailles conventionnelles sur le continent africain. L'issue ambiguë (car la bataille reprit en 1988) conduisit les Sud-africains à réévaluer leurs engagements dans la région. Le *New York Times* a mentionné la bataille 107 fois, au cours des années 1987 et 1988, et le *Post* seulement 46.

Si la bataille ne s'est pas déroulée comme les Sud-africains l'espéraient, la situation a également changé pour le MPLA. La politique de *perestroïka* de Mikhaïl Gorbatchev a déterminé les Soviétiques à réévaluer leur rôle dans le conflit. Comme toutes les parties recherchaient une forme d'accord, les États-Unis, l'Union soviétique, Cuba, l'Afrique du Sud et les parties belligérantes en Angola se sont rencontrés à New York et à Genève pour des négociations de paix qui ont abouti à un accord tripartite permettant le premier véritable cessez-le-feu et ouvrant la voie à l'indépen-

dance namibienne. En août 1988, la Mission de vérification des Nations Unies en Angola a été mise en place et, en l'espace d'un an, des soldats de la paix furent déployés.

### Couverture par les médias américains entre 1985 et 1989

La couverture de l'Angola dans les deux principaux journaux fut assez importante au cours des années 1980 (fig. 1). Le *New York Times* ne descend pas en dessous de 220 mentions de l'Angola dans ses articles et éditoriaux sur une année et pour le *Post*, le minimum est de 116. Dans la plupart des cas, les deux journaux se suivent ; le *Times* consacre plus d'espace aux affaires étrangères alors que le *Post* a une couverture plus importante des événements à l'intérieur du périphérique de Washington. Une légère hausse en termes de couverture est clairement visible lorsque la Maison Blanche mit l'Angola à l'ordre du jour et que la presse suivra. En 1988, on constate la plus ample couverture depuis 1976, ce qui correspond aux processus de paix tripartite et à la voie ouverte vers l'indépendance namibienne. Comparativement parlant, l'Angola (649) est en retard sur la déclaration consacrée à l'Afghanistan (1,762) et au Nicaragua (2,445) en 1988 (Fig. 2).

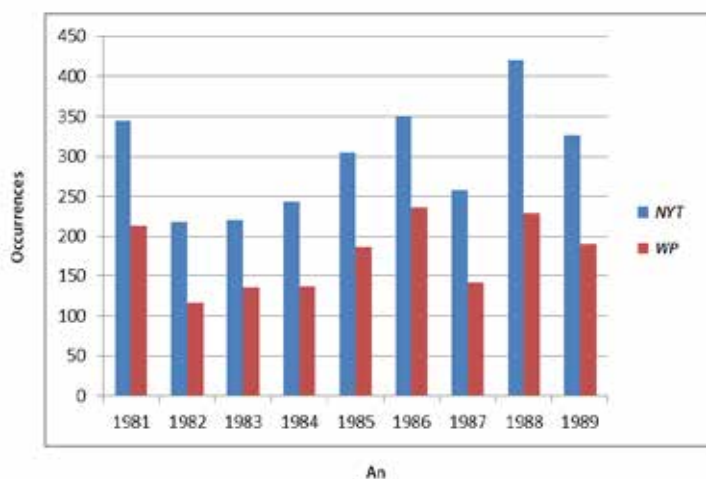


Figure 1 : Couverture de l'Angola par le *New York Times* (NYT) et le *Washington Post* (WaPo)

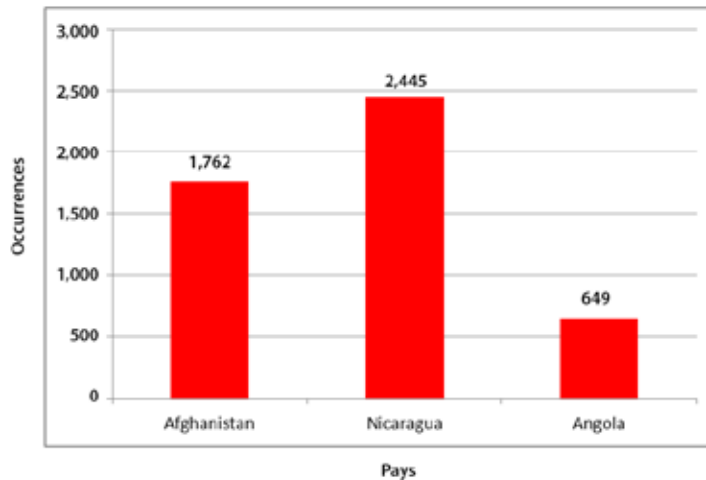


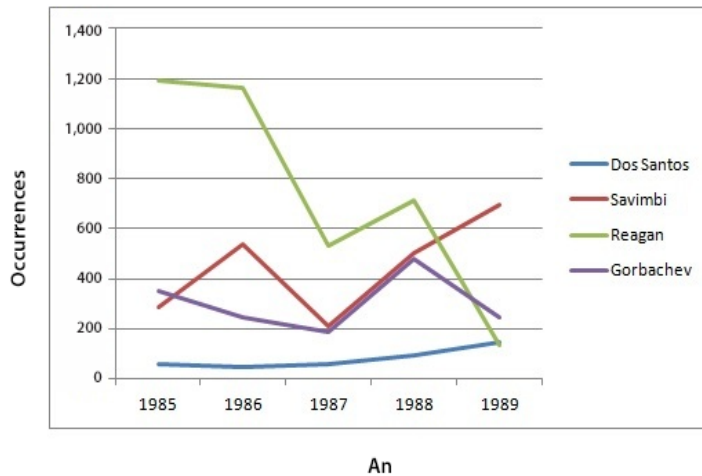
Figure 2 : 1988 – Couverture combinée de l’Afghanistan, de l’Angola et du Nicaragua

### Encadrement de l’Angola au cours de la Guerre froide

Le débat sur l’Angola était vif dans la presse et nombre d’éditoriaux dans les journaux étaient critiques à l’égard de la Maison Blanche. Il était clair que la présentation de la guerre angolaise par Reagan suscitait des dissensions à haut niveau. La politique de la Maison Blanche était complexifiée par le fait que, s’il n’était pas agréé par tous, le MPLA était le gouvernement souverain. En plus, une vaste coalition de groupes américains allant de Chevron à des groupes de défense des droits de l’homme concernés par l’Afrique du Sud était opposée aux politiques de Reagan pour une multitude de raisons<sup>19</sup>. Les très coûteuses campagnes de sensibilisation à l’adresse de Washington menées par Savimbi furent souvent accueillies avec d’embarrassantes protestations.

Lorsque l’on désagrège les données des médias correspondant aux années 1985-1988, la domination de l’encadrement de la Guerre froide (ou récit convaincant) transparaît comme dans les années 1970. Nous le constatons dans l’importante utilisation de termes comme *soviétique* qui apparaît à 5.629 reprises ; *Gorbatchev* est mentionné 1.504 fois ; *Fidel Castro* 814 ; et *cubain* 2.798 fois ; *Reagan* a été mentionné 3.733 fois (moins que le mot *soviétique*, pourrions-nous ajouter) mais plus que le leader de l’UNITA *Savimbi* (2.223). Le secrétaire d’État adjoint pour l’Afrique, Chester Crocker, a été mentionné à 636 reprises. Mais le président angolais Dos Santos, président du MPLA n’a bénéficié que 407 occurrences dans ce même intervalle de cinq ans. En Angola l’enjeu n’était pas le MPLA, mais l’Union soviétique (voir *Figure 3*).





**Figure 3 : Comparaison des noms de la Guerre froide dans le conflit angolais**

Mais une deuxième lecture des données émerge également : la couverture de la guerre angolaise par la presse est inextricablement liée à l’Afrique du Sud et au conflit en Namibie (mentionné 2.574 fois). Étant donné que le président Dos Santos n’a été mentionné que 407 fois et Luanda 613 fois, la statistique est révélatrice lorsque l’on constate que l’Afrique du Sud apparaît à 5.609 reprises dans cet intervalle de cinq ans. En tout, la Namibie (Afrique du Sud-Ouest) bénéficie de plus d’occurrences que Savimbi avec 2.574. On trouve également des références exclusives à l’Afrique du Sud : le président P. W. *Botha* (mentionné 1.161 fois) ; *apartheid* (480) ; et *Pretoria* (1.301). L’Angola est un sujet de la Guerre froide et des désaccords ont existé sur la politique de Reagan consistant à financer l’UNITA, mais l’Angola est également sur l’Afrique du Sud. Dans son analyse de la violence africaine, Rodger Govea affirme que l’apartheid a percé le paradigme de la Guerre froide<sup>20</sup>.

Il est important de souligner que l’administration a continué d’influencer l’agenda de la presse. Reagan voulait parler de Savimbi et des Soviétiques et la presse l’a suivi. Indépendamment de l’accord avec la politique, l’Union soviétique en Angola comptait plus à la presse que le peuple angolais. C’est dans l’importance que revêt l’Afrique du Sud dans la discussion sur l’Angola que l’on peut voir la décomposition du discours de la Guerre froide. Le récit de l’apartheid est un défi pour le cadre de la Guerre froide de Reagan. La prise de conscience et le dégoût croissants des Américains à l’égard de l’apartheid agissent comme une sorte de variable indépendante qui non seulement met en difficulté le cadre pro-Savimbi de la Maison Blanche mais également le cadre plus large de la Guerre froide en général.

## La dernière phase de la guerre, 1998-2002

Le traité de 1988 n'a malheureusement pas mis fin au conflit. Au cours de la majeure partie de la guerre, le MPLA a tenu la capitale et la côte alors que l'UNITA contrôlait l'intérieur. Avec l'angolisation, la guerre s'installe dans une difficile impasse favorable, sur le long terme, au MPLA. De fragiles cessez-le-feu ont conduit à des tentatives sans succès de réconciliation politique comme les Accords de Bicesse (1991) et le Protocole de Lusaka (1994). Les administrations Bush et Clinton ont fait de leur mieux pour forcer le MPLA à conclure un accord de partage du pouvoir avec UNITA, impopulaire au niveau électoral. En 1992, l'Angola tenta d'organiser des élections. Le président Dos Santos a remporté le premier tour contre Savimbi. L'UNITA a refusé de reconnaître les résultats et Savimbi a refusé de se présenter au second tour. Bien évidemment, l'UNITA n'était pas entièrement à blâmer puisque le MPLA avait massacré ses représentants à Luanda.

Le temps était compté pour Savimbi. Le système de patronage de la Guerre froide qui l'avait financé avait pris fin et en 1993 ; l'administration Clinton a officiellement reconnu le gouvernement du MPLA comme souverain. En 1996-1997, les deux adversaires angolais tentèrent (ou y furent contraints par la communauté internationale) de créer à nouveau un gouvernement d'unité, accordant même à l'UNITA le portefeuille des minéraux. Cet effort a aussi échoué. Avec le soutien américain, l'ONU adopta les Résolutions 1127 (1997) et 1173 (1998) qui isolaient l'UNITA, gelaient ses actifs bancaires et restreignaient ses mouvements. Les résolutions créèrent même des zones d'exclusion aérienne sur le territoire de l'UNITA.

Au cours des dernières années du conflit, Savimbi est devenu tout simplement un seigneur de guerre. William Reno souligne le fait qu'il a abandonné toute prétention idéologique<sup>21</sup>. L'UNITA a survécu en pillant la campagne angolaise. Dès le début des années 1990, il était en mesure de faire face à la perte de l'aide étrangère en vendant des diamants. Le MPLA détenait le pétrole et le territoire de l'UNITA était bien situé dans les régions diamantaires. Il parvint, grâce au marché illégal des diamants, à obtenir les liquidités nécessaires pour maintenir son organisation à flot.

En 1998, l'UNITA et le gouvernement angolais furent entraînés dans la deuxième guerre du Congo. Le président Laurent-Désiré Kabila, au pouvoir après avoir renversé Mobutu, était hostile à l'UNITA. Toutefois, lorsque Kabila s'en est pris à ses mécènes, le Rwanda et l'Ouganda ont lancé une deuxième invasion du Congo. Ces deux pays ont accepté à présent l'UNITA qui, en retour, les a aidé à combattre Kabila. Luanda s'est naturellement rangé du côté de Kabila. La guerre a offert une excellente occasion de détruire les bases arrière de l'UNITA et de perturber son financement et ses lignes d'approvisionnement. En outre, l'Angola a fait également une démonstration de force au niveau régional et a voulu avoir son mot à dire dans l'issue congolaise.

Avec un soutien international et une puissance économique croissante, le MPLA a fait un dernier effort pour détruire l'UNITA. En février 2002, Savimbi a été tué par les troupes gouvernementales et l'UNITA s'effondra. Les nouveaux leaders ont signé

rapidement un cessez-le-feu et au mois d'août de cette même année, la branche armée du mouvement politique a été dissoute. Un vestige de parti politique est tout ce qui en reste.

## Encadrer l'Angola à travers le Congo

La couverture médiatique du conflit angolais a changé au cours de la dernière phase du conflit. Si les chiffres globaux n'ont jamais atteint les sommets des années 1980, l'Angola est demeuré un sujet attrayant pour les grands titres de la presse américaine bien que pour des raisons différentes. Non seulement ce conflit était un vestige de la Guerre froide, mais il entraînait facilement dans le cadre de la violence africaine au Libéria, en Somalie, au Rwanda, au Burundi, en Sierra Leone et au Congo. L'Angola n'était plus comparé aux poudrières qu'étaient l'Afghanistan et le Nicaragua dans lesquelles s'opposaient les grandes puissances, mais aux conflits plus proches. En outre, l'Angola est en partie devenu une histoire de diamants et de pétrole, et une illustration de cette tendance grandissante de guerre pour les ressources. Le dernier pic en matière de couverture fut l'entrée de l'Angola dans la deuxième guerre du Congo (qui débuta en 1998) et l'offensive angolaise finale qui a conduit à la mort de Savimbi en 2002.

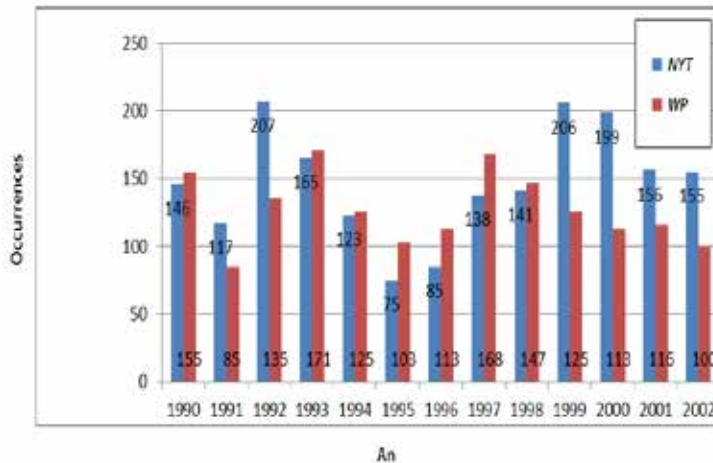
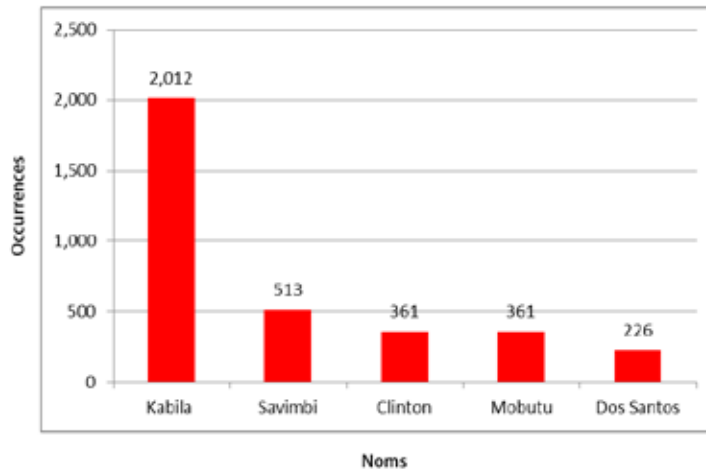


Figure 4 : Couverture de l'Angola 1990-2002

Couverture des sujets angolais liés au Congo dans le *New York Times* et le *Washington Post* (Fig. 5). Considérons ces mots exclusivement associés aux guerres du Congo et non à la politique angolaise : *Congo/Congolais* 3.717 ; *Laurent Kabila* et son fils 2.012 ; *Rwanda* 1.823 ; *Ouganda* 819 ; *Zimbabwe* 761 ; et la ville de *Kinshasa* 525. Même des groupes ethniques qui ne sont pas angolais : *Hutu* 388 ; *Tutsi* 357 – sont couverts. En réalité, il n'y a aucun terme exclusivement lié à l'Angola qui ait atteint le seuil des 1.000 occurrences. Pour l'Angola, l'*UNITA* est en tête des occurrences (926),

*Savimbi* en a moins que la capitale congolaise avec 513, *Luanda* a seulement 322, et une fois de plus le président *Dos Santos* n'a que 226 occurrences, ce qui est moins que *Mobutu*, qui était déjà mort. L'Angola devient une note de bas de page dans la guerre du Congo.



**Figure 5 : L'encadrement du Congo à travers les noms clés**

Deuxièmement, la couverture de la politique étrangère américaine a changé. Au cours des années 1980, le conflit angolais était perçu comme une menace potentielle pour les intérêts américains, mais il était clairement un sujet d'arrière-plan pour l'administration Clinton. Sur les 1.000 mots apparaissant dans le *Times* et le *Post* entre 1998-2002, le terme *Américain* n'apparaît que 1.360 fois ; le président *Clinton* 361 ; et *Richard Holbrooke*, diplomate américain, 148.

### Le discours sur les ressources naturelles : pétrole et diamants

Le Congo, cependant, n'est pas le seul encadrement. Comme mentionné précédemment, Chevron a aidé le gouvernement angolais à forer et à pomper le pétrole que Savimbi a appelé « le génocide du pétrole<sup>22</sup> ». Ayant déjà fait remarquer que Luanda produisait du sable alors que les territoires de l'UNITA produisaient des denrées alimentaires, Savimbi a peut-être eu raison sur le fait que le sable n'avait aucune valeur, mais le pétrole qui se trouvait dans le sous-sol produisait un flux constant de revenus. Le MPLA pourrait tirer profit de son pétrole pour financer des emprunts internationaux et conclure des accords légaux avec des corporations pétrolières multinationales. Certains ont fait valoir que quatre-vingt-dix pour cent des réserves liquides de l'Angola provenaient des revenus pétroliers. Le MPLA a récolté au moins deux milliards de dollars par an<sup>23</sup>. Il est vrai que la majeure partie de cet argent s'est volatilisée du fait de la corruption, mais au cours des années 1980, le gouvernement angolais fit l'acqui-

sition d'équipements militaires soviétiques d'une valeur de deux milliards de dollars. Ils pouvaient perdre un char et le remplacer. Cela était plus difficile pour l'UNITA, qui n'a bénéficié que de quinze millions de dollars d'aide américaine<sup>24</sup>.

Savimbi n'a jamais été en mesure de compter exclusivement sur l'aide étrangère. Dans les années 1980, l'UNITA était spécialisée dans l'extraction de diamants et dans les opérations liées à l'exploitation du bois pour compléter la trésorerie. Toutefois, avec la perte du parrainage américain et sud-africain, ses besoins de liquidités l'amènèrent à s'appuyer très largement sur les diamants. Philippe Le Billon estime qu'entre 1992 et 2000, les ventes de diamants ont rapporté entre trois et quatre milliards de dollars à l'UNITA<sup>25</sup>. Cela a permis à Savimbi de couper les liens avec l'opinion publique internationale ainsi personne ne pouvait lui demander de cesser les combats. Pour la seule année 1996, la production de l'UNITA avait atteint un pic de six cent à sept cent millions de dollars<sup>26</sup>. Toutefois, la communauté internationale a décidé que la seule manière de mettre un terme à la guerre en Angola (ainsi qu'à d'autres conflits) consistait à interdire le commerce des « diamants du sang ». Au cours de cette dernière période, des sanctions plus strictes des Nations unies, une pression militaire accrue du MPLA, des mines épuisées, l'incapacité d'investir dans de nouvelles mines, sont autant de raisons pour lesquelles l'UNITA ne pouvait plus se permettre la guerre.

Le pétrole et les diamants, et non l'idéologie, ont alimenté la guerre en Angola. En examinant la période 1985-1989, les occurrences *pétrole* et *Chevron* sont plutôt rares en comparaison avec la prédominance des sujets sur la Guerre froide et l'Afrique du Sud (fig. 6). Les données correspondent donc aux attentes d'Entman. Le pic du *Washington Post* pour les sujets sur le *pétrole* et sur *Chevron* (deux recherches différentes combinées) fut de 127 sujets en 1987. Mais cela restait encore un bon chiffre étant donné que, durant cette même année, *Savimbi* et l'*UNITA* avaient respectivement été mentionnés à 115 et à 181 reprises. Pour le *Times*, le chiffre maximal fut de 107 en 1986 avec 215 occurrences pour *Savimbi* cette même année.

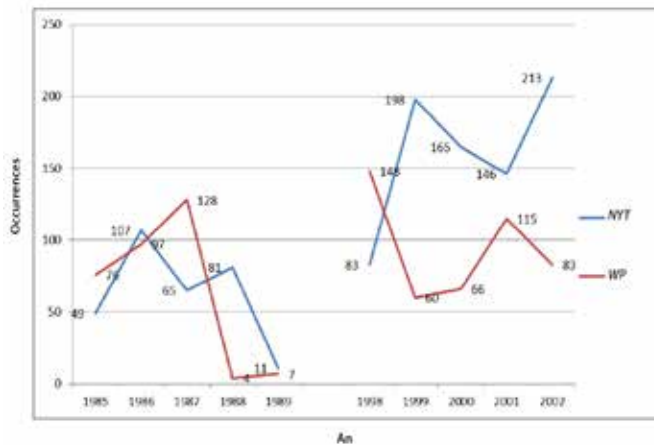


Figure 6 : Couverture de *Pétrole* et de *Chevron* par le *New York Times* et le *Washington Post*

En 1986, les deux journaux ont explicitement souligné le caractère ironique du refus des États-Unis de reconnaître le gouvernement angolais alors que de nombreuses entreprises américaines comme Chevron, Bechtel, Boeing, Conoco, General Electric, I.B.M. et Texaco étaient actives dans ce pays. Le ministre angolais des Affaires étrangères avait déclaré au *New York Times* que « Nous sommes très ouverts aux investissements américains » et il fit une critique économique de la politique de Reagan à l'égard de l'Angola en citant le nombre de transactions perdues entre ces deux pays<sup>27</sup>. Au cours de la même année, Jesse Jackson écrivait dans un éditorial du *Washington Post* que « L'Amérique est le partenaire commercial no. 1 de l'Angola. Ce pays exporte soixante pour cent de son pétrole vers les États-Unis, et près d'une centaine d'entreprises américaines y ont des activités ». Il poursuit en affirmant que les travailleurs américains subissent une menace d'attaque permanente de l'UNITA et de l'Afrique du Sud<sup>28</sup>.

L'article du *Times* précisait que le secrétaire d'État adjoint, Chester Crocker, avait averti que ces « sociétés devraient songer aux intérêts nationaux des États-Unis ainsi qu'à leurs propres intérêts » ; un indice peu subtil incitant à désinvestir<sup>29</sup>. Les groupes américains favorables aux politiques de Reagan ont tenté de porter atteinte à l'image de Chevron. Le Conseil culturel et commercial américano-namibien (Afrique du Sud-Ouest), soutenu par l'Afrique du Sud, a essayé d'exercer des pressions sur Chevron avec une campagne des actionnaires mandataires qui a finalement échoué. Les médias s'y sont peu intéressés. Si ces groupes sont parvenus à quelque chose de substantiel, cela tient au fait que Chevron a cessé de défendre publiquement la reconnaissance du gouvernement angolais. Mais le fait est que les opérations pétrolières en Angola ont aidé le MPLA à obtenir les liquidités nécessaires pour gagner la guerre.

La couverture sur les diamants était presque inexistante au cours de la première phase analysée et durant la Guerre froide, le concept des « diamants de guerre » n'existait pas (voir Fig. 7). La société sud-africaine DeBeers monopolisait le commerce du diamant, et très peu de gens savaient ou se souciaient de savoir comment fonctionnait cette industrie. Il aurait été aisé d'oublier que l'Angola possède des diamants étant donné l'absence de reportages dans la presse américaine. Cependant, au cours de la seconde phase, on constate une hausse considérable de la couverture relative au sujet mineur des diamants de la guerre.

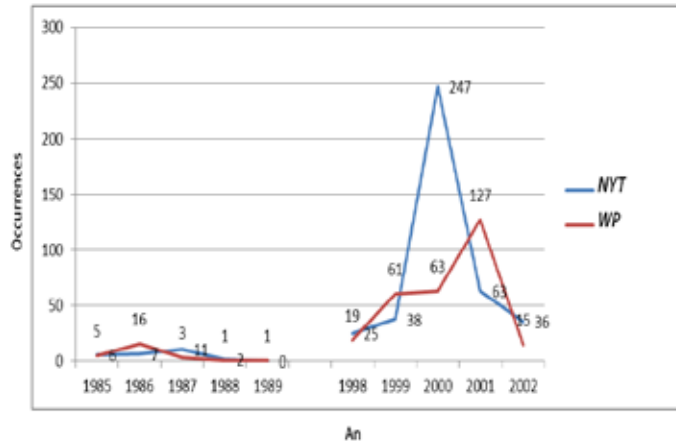


Figure 7 : Couverture de *Diamants* dans le *New York Times* et le *Washington Post*

Les diamants sont devenus le centre de l'attention non seulement en Angola, mais également en Sierra Leone et dans les guerres du Congo<sup>30</sup>. Au Congo, le contrôle des mines de diamants était systématiquement la source des combats, le *New York Times* mentionnant 247 fois en 2000. Une désagrégation plus poussée des données sur les diamants, cependant, indique que l'essentiel de la couverture concerne en réalité les diamants en Afrique d'une manière générale, et au Congo en particulier. Les diamants angolais ne sont pas le sujet principal.

Comme nous pouvons le constater, l'un des problèmes les plus importants sur les guerres pour les ressources tient au fait qu'ils ne portent pas réellement sur l'Angola ; ils renforcent plutôt les sujets sur le Congo. La problématique plus large liée à la couverture des guerres pour les ressources tient à la difficulté de les intégrer dans un sujet concis ayant un antagoniste et un protagoniste clairement définis. Les « reportages neutres » ont besoin d'une histoire et d'une intrigue. Par conséquent, le cadre de la Guerre froide dispose de héros et de méchants, mais dans le monde complexe de l'économie globalisée, qui sont les personnages principaux ? Qui joue le protagoniste et qui joue l'antagoniste ? Si l'on considère le pétrole angolais dans les années 1980, la presse savait que l'histoire de Chevron était insolite. À un certain niveau, et compte tenu de la rhétorique de la Maison Blanche, elle était même dépourvue de sens. Mais pour ce qui est des cinq dernières années de la guerre, la production de pétrole de Chevron en Angola n'est plus insolite, elle est normale. Les diamants de guerre créent un *buzz* temporaire, mais il n'y a pas eu de couverture médiatique substantielle de l'exploitation des ressources naturelles en Angola.

## Conclusions

La guerre en Angola nous offre une excellente occasion de donner de nouvelles dimensions à la théorie de l'indexation de la presse. Tout d'abord, le conflit qui a duré

de 1975 à 2002, constitue une étude de cas unique de type « avant et après ». Si, selon Entman, la presse au cours de la Guerre froide était un partenaire accommodant pour Washington et si, comme l'explique Althaus, l'indexation officielle des positions du gouvernement devrait être l'exception et non la règle dans le post-Guerre froide, l'Angola chevauche les deux périodes. Mais l'Angola est une importante étude de cas pour d'autres raisons. En particulier, le fait que le conflit était situé à la périphérie des préoccupations américaines en termes de sécurité nationale et, compte tenu du fait que les conflits africains sont souvent ignorés et trop peu relayés par la presse américaine, nous pouvons nous interroger sur les limites de la théorie de l'indexation.

La preuve suggère que le *New York Times* et le *Washington Post* ont indirectement indexé leur couverture en fonction de la politique de la Maison Blanche. Un cadre de la Guerre froide menait toujours la « conversation ». Reagan a formulé la guerre comme un exemple de l'influence soviétique croissante dans le monde en voie de développement ; mais pour ceux qui étaient en désaccord avec la Maison Blanche, la conversation était encore sur le cadrage du président non autour de l'Angola en tant que tel. Les données révèlent également un autre récit inattendu dans la couverture de l'Angola au cours des années 1980, à savoir la politique américaine à l'égard de l'Afrique du Sud. L'Angola était devenu liée à l'attitude des États-Unis envers le régime d'apartheid. Bien que l'administration Reagan considère l'Afrique du Sud comme son pivot anti-communiste, la plupart des Américains étaient déjà en train de changer d'avis à l'égard de ce régime en faillite morale. Dans une moindre mesure, lorsque les principaux médias d'information ont fait reculer le cadre dominant de la Guerre froide, ils ont couvert l'Afrique du Sud et non l'Angola.

Au cours de la seconde période analysée (1998-2002), la Guerre froide a pris fin et les médias étaient libres de rapporter les informations de leur choix. L'Angola était à présent en marge des intérêts nationaux et, en l'absence de toute incitation de Washington, la couverture diminua. Compte tenu d'une tendance croissante dans les petites guerres et les insurrections impliquant les matières premières, nous constatons en effet une couverture plus large (comme attendu) lorsqu'il s'agit de pétrole et de diamants. Pourtant, une fois les données sont désagrégées, l'Angola disparaît pour devenir partie intégrante des sujets sur la guerre au Congo. Bien que le contrôle des diamants par Savimbi ait souvent été mentionné, ces occurrences étaient habituellement intégrées à des sujets mineurs sur l'industrie des diamants sur l'ensemble du continent ; Savimbi étant alors un exemple. Une fois de plus, les véritables reportages sur le peuple angolais et la guerre qui perdurait, étaient cachés par d'autres problèmes.

Ainsi, cet article contribue à la littérature en notant qu'au-delà de la question de l'indexation et de l'encadrement, cette étude de cas renferme une autre énigme académique. Pourquoi la couverture de la guerre fut-elle superficielle et peu significative ? Pourquoi l'Angola s'est-il perdu dans sa propre histoire ? Une partie de la réponse réside dans le fait que cette étude a analysé les journaux américains, mais il nous reste encore la question de savoir pourquoi les médias ne prenaient pas au sérieux une discussion plus nuancée sur la guerre en Angola, ses acteurs, leurs motivations et le



rôle de l'économie globale. Pour être sûr, le pétrole et les diamants apparaissent à l'Américain moyen que Chevron employait les forces armées cubaines pour protéger les travailleurs américains contre des rebelles soutenus par les États-Unis. Ces reportages n'étaient pas suffisamment nombreux pour détrôner la menace communiste de Reagan. Ironiquement, on pourrait dire que les Angolais eux-mêmes ne se battaient pas pour une idéologie politique, mais pour des raisons liées à l'avidité et au profit, un point que nombre d'Américains ne pouvaient pas comprendre en lisant la presse.

La presse joue un rôle important dans la société américaine pour acculer le gouvernement à être responsable. Cela est d'autant plus important quand il s'agit de la politique étrangère car les conflits du monde en voie de développement sont très éloignés de la vie quotidienne de l'Américain. En ce qui concerne le reportage de ce type de conflits, la presse devrait cesser d'être moins centrée sur Washington et de prendre le temps d'explorer le contexte historique ainsi que les aspects économiques et politiques qui motivent les conflits comme celui de l'Angola. La seule manière pour le public d'apprendre plus sur les conflits africains est de faire des Angolais les personnages principaux de leur propre histoire.

## Notes

1. La guerre angolaise a fait couler beaucoup d'encre. Voir par exemple WRIGHT, George, *The Destruction of a Nation: United States Policy Towards Angola Since 1945*, Chicago : Pluto Press, 1997 ; et RENO, William, *Warfare in Independent Africa*, Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press, 2011.

2. LE BILLON, Philippe, « Resource Wealth and Angola's Uncivil War », in *Rethinking the Economics of War: The Intersection of Need, Creed, and Greed*, éd. ARNSON, Cynthia J. et ZARTMAN, I. William, Washington, DC : Woodrow Wilson Press, 2005, p. 118.

3. Voir par exemple, ROBINSON, Piers, *The CNN Effect: The Myth of News, Foreign Policy, and Intervention*, Londres : Routledge, 2002.

4. ENTMAN, Robert M., *Projections of Power: Framing News, Public Opinion, and U.S. Foreign Policy*, Chicago : University of Chicago Press, 2004, pp. 4-5.

5. HERMAN, Edward et CHOMSKY, *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*, New York : Pantheon, 1988. Voir aussi LIPPMANN, Walter, *Public Opinion*, New York : Harcourt, Brace, 1922.

6. BENNETT, W. Lance, « Toward a Theory of Press-State Relations in the United States », *Journal of Communication* 40, no. 2, printemps 1990, p. 106.

7. HERRING, Eric et ROBINSON, Piers, « Too Polemical or Too Critical? Chomsky on the Study of the News Media and US Foreign Policy », *Review of International Studies* 29, no. 4, 2003, p. 558.

8. ENTMAN, *Projections of Power*, p. 107.

9. GUGLIOTTA, Guy et EILPERIN, Juliet, « Tough Response Appeals to Clinton Critics », *Washington Post*, 21 août 1998, p. A17.

10. ALTHAUS, Scott, « When News Norms Collide, Follow the Lead: New Evidence for Press Independence », *Political Communication* 20, 2003, p. 404.

11. STROBEL, Warren, *Late Breaking Foreign Policy: The News Media's Influence on Peace Operations*, Washington, DC : United States Institute of Peace Press, 1997.

12. COOK, Timothy E., « Afterward: Political Values and Production Values », *Political Communication* 13, 1996, p. 473.

13. BENNETT, W. Lance, « An Introduction to Journalism Norms and Representations of Politics », *Political Communication* 13, 1996, p. 373.

14. ENTMAN, Robert M., « Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm », *Journal of Communication* 43, 1993, p. 52.

15. *Id.*

16. HANDLEY, Robert L., « Israeli Image Repair: Recasting the Deviant Actor to Retell the Story », *Journal of Communication Inquiry* 32, no. 2, avril 2008, p. 145.
17. WRIGHT, *Destruction of a Nation*, p. 120.
18. MCMILLAN, John, « Promoting Transparency in Angola », *Journal of Democracy* 16, no. 3, juillet 2005, pp. 157–58.
19. WRIGHT, *Destruction of a Nation*, 136. Voir aussi CARPENTER, Ted Galen, *U.S. Aid to Anti-communist Rebels: The "Reagan Doctrine" and Its Pitfalls*, Cato Policy Analysis no. 74, Washington, DC : Cato Institute, 1986.
20. GOVEA, Roger M., « Reporting African Violence: Can America's Media Forget the Cold War? », in *Africa's Media Image*, éd. HAWK, Beverly G., Westport : Praeger Publishers, 1992, pp. 94–108.
21. RENO, William, *Warlord Politics and African States*, Boulder, CO : Lynne Rienner Publishers, 1998, p. 77.
22. LE BILLON, « Resource Wealth and Angola's Uncivil War », p. 124.
23. RENO, *Warlord Politics and African States*, p. 77.
24. LE BILLON, « Resource Wealth and Angola's Uncivil War », p. 129.
25. *Id.*
26. *Id.*
27. BROOKE, James, « Policy Aside, America Does Business As Usual with Angola », *New York Times*, 30 novembre 1986.
28. JACKSON, Jesse, « An Invitation to the President », *Washington Post*, 7 septembre 1986, p. C8.
29. BROOKE, « Policy Aside ».
30. À noter également, en 2006 la sortie du film *Blood Diamond* avec Leonardo DiCaprio et Jennifer Connelly.